

# Rudy Demotte au Maghreb, ou la diplomatie par les écoles

• Les travaux de la deuxième école belge au Maroc ont été lancés la semaine dernière à Rabat.

• Comme pour la première, cette école est le fruit d'un partenariat public-privé.

• Le ministre Demotte en espère d'autres pour accroître au Maghreb la présence de la Communauté française.

## La Communauté française multiplie ses écoles à l'étranger

**Bosco d'Otreppe**  
Envoyé spécial au Maroc

**L**a route qui descend vers le sud se fraye un chemin le long de la côte atlantique, et abandonne dans son sillage les derniers quartiers de Casablanca. C'est là, sur les rebords de l'océan, à vingt kilomètres de la capitale économique du Maroc, que se dresse l'implantation secondaire de l'école belge de Casablanca.

La vision est surprenante: l'immense bâtiment flambant neuf semble sorti de nulle part. Les terrains qui l'entourent sont destinés aux spéculations immobilières, mais la campagne y défend encore ses bastions. Au milieu des champs, l'école belge en profite du coup pour déployer sur la largeur de sa façade le noir le jaune et le rouge qui claquent au soleil de l'Atlantique.

### Un investissement public-privé

Imposante, l'école belge de Casablanca, dont l'implantation secondaire était inaugurée mercredi dernier par le ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles Rudy Demotte (PS), se présente aussi comme un ovni vu de Belgique.

Elle est née sur papier en 2009, au croisement d'un double intérêt: celui des ressortissants belges au Maroc, soucieux de pouvoir bénéficier d'un enseignement de qualité, et celui d'un homme

d'affaire local, Saad Berrada, qui, au nom de son consortium immobilier "Palmeraie holding", souhaitait diversifier son portefeuille et investir dans l'éducation de son pays.

Le projet, définitivement ficelé en 2014 par la Fédération, se présente rapidement comme un deal inespéré. Palmeraie holding s'occupe alors de construire et d'équiper les lieux, et les loue ensuite à une ASBL qui tient le rôle du pouvoir organisateur de l'école. La Fédération arrive ensuite, chargée de ses programmes, de ses inspecteurs et de ses profs. Ces derniers, tous formés en Belgique, sont actuellement 57.

Concrètement, l'école se définit donc comme un établissement privé qui délire l'enseignement et les diplômes de la Fédération. Le minerval est variable en fonction de la place de l'enfant dans la famille. Pour un aîné, et lors de la première inscription, il s'élève à plus de 3 300 euros pour un ressortissant belge et 9 000 euros pour un marocain.

### Vers un esprit de famille

A Casablanca, pour la population aisée, l'école est vue comme un atout indispensable et de qualité face à la ruine qu'est l'enseignement public marocain. "L'école belge n'est pas en concurrence avec notre enseignement; elle est un outil supplémentaire mis à disposition des Marocains. Au vu de la qualité médiocre de nos écoles, sa présence et son rayonnement ne pourront que faire du bien au pays", se félicite-t-il deux universitaires de Rabat.

Le succès de l'établissement qui accueille désormais 800 élèves en est d'ailleurs la preuve la plus éclatante. Tous les compteurs sont même au vert puisque le taux de réussite des élèves au dernier test d'aptitude à la fin de la sixième primaire était supérieur à celui

des jeunes Belges francophones.

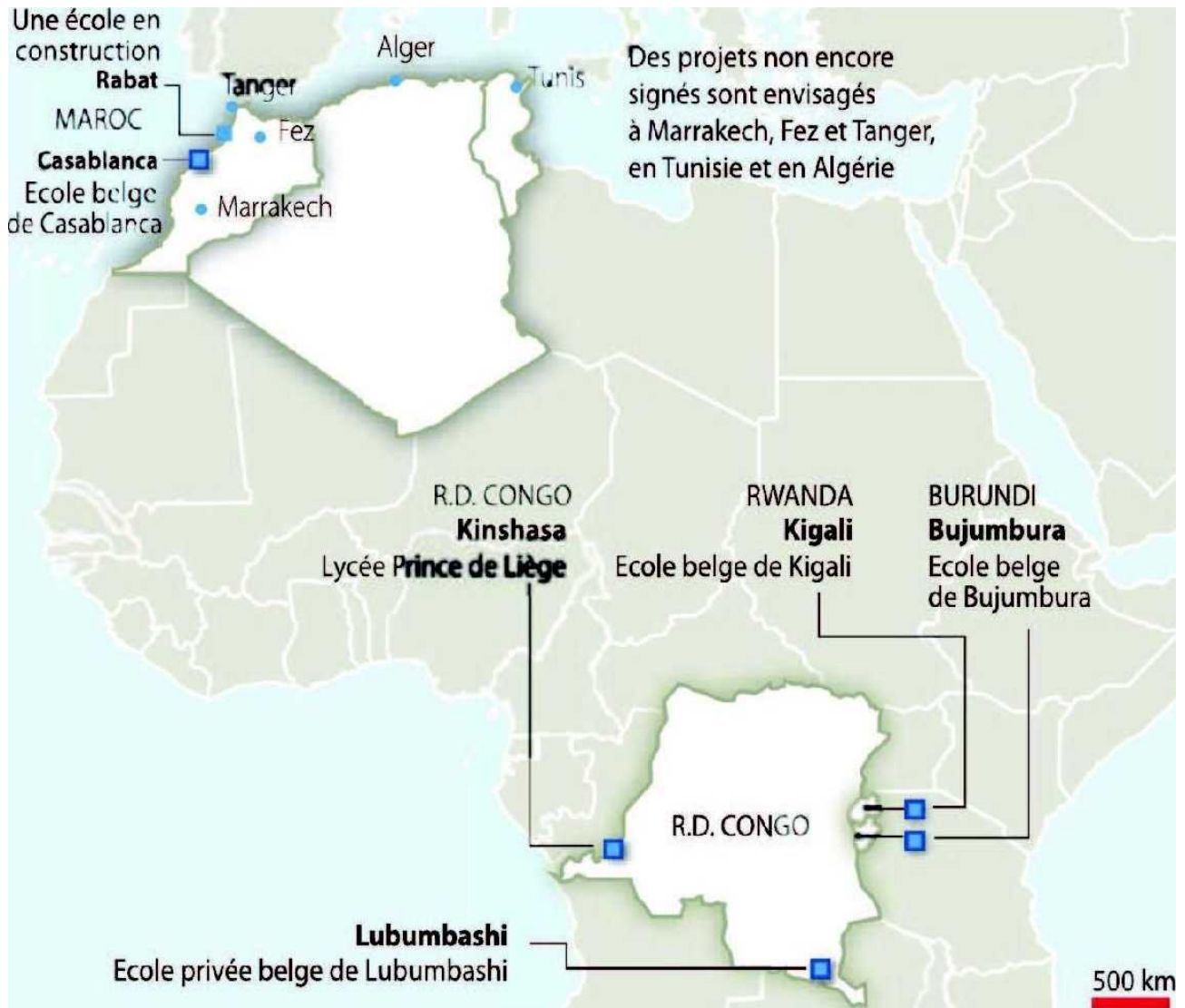
Le dernier défi, reconnaissent Anne Wyart, la cheffe d'établissement, et Vincent Locrel, directeur du primaire, est de créer au fil des ans un "esprit d'école".

*"22% de nos élèves sont belges, la plupart sont marocains, et nous accueillons d'autres nationalités. Il faut donc créer une grande famille. Cela prend quelques années, d'autant qu'il y a un turn-over au sein de l'équipe enseignante. Mais nous sommes sur la bonne voie."*

L'école accueille également 15 élèves d'origines défavorisées. Le ministre Demotte aimerait que ce nombre atteigne les 10% de la population de l'école.

Encouragée par le succès casablancais, la Fédération rêve d'autres implantations. Jeudi dernier, Rudy Demotte a également posé la première pierre de l'école belge de Rabat, qui ouvrira en septembre 2018 dans des bâtiments aussi modernes, innovants et vastes que ceux de Casablanca. Palmeraie holding y sera également à la manœuvre. L'objectif, à terme, est de construire cinq implantations au Maroc, et sans doute d'autres en Algérie et en Tunisie. Mais il reste à signer les contrats. Quoi qu'il en soit, ces nouveaux types de partenariats public-privé relancent l'avenir des écoles belges à l'étranger (voir ci-contre).

En attendant ces éventuelles ouvertures, un autre chantier est en voie de finalisation à Casablanca, celui d'un centre de formation pour les formateurs et les enseignants marocains. Il devrait ouvrir à la rentrée. Cette fois, ce seront des profs de la haute école belge Léonard de Vinci qui encadreront l'aspect pédagogique du projet.



# Le partage d'une vision émancipatrice de l'enseignement

## Analyse Bosco d'Otreppe

Alors qu'il souffre d'un médiocre système éducatif, l'intérêt qu'a le Maroc de voir s'installer des écoles belges sur son territoire est évident. Si les coûts d'inscription y sont élevés, le rayonnement pédagogique de ces écoles ne fera que croître. Mais quel est l'intérêt de la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

Directement, il n'y en a aucun. Indirectement par contre, des liens profonds entre deux pays, tissés par le biais de l'éducation, rapportent beaucoup, tant sur les champs diplomatique et économique que sur le champ culturel.

## Favoriser l'échange entre cultures

C'est d'ailleurs sur ce champ culturel que s'est placé Rudy Demotte jeudi dernier au Maroc. Au long d'une allocution délivrée sur la promotion des valeurs universelles, le socialiste a déployé sa vision de l'enseignement. L'éducation, y a-t-il insisté, est le véhicule qui permet de dépasser la simple tolérance ou l'unique cohabitation. *"L'éducation est ce qui permet le véritable métissage qui fait partie de notre histoire et qui a enrichi les civilisations."* Pas question donc pour le ministre de

rétablir un quelconque colonialisme. Les écoles se doivent d'être le creuset d'échanges et de bonnes pratiques.

Exprimée de la sorte, la vision de l'enseignement du ministre est bien une vision libérale qui se veut émancipatrice. *"On travaille plus sur la personne individuelle de l'élève que sur l'approche commune d'un groupe"*, expliquera-t-il à *"La Libre"*. Cette conception se traduit jusque dans la grille horaire. *"A Casablanca, il y a cinq heures d'arabe, deux heures d'histoire et géographie du Maroc, mais il n'y a pas de cours de religion."* Cette vision de l'enseignement se traduit également dans la pédagogie par compétences. *"Notre pédagogie est centrée sur l'élève, sur sa capacité d'apprendre à apprendre"*, explique Vincent Locrel. *"Ici cependant, une telle approche crée parfois des incompréhensions. Elle est peu connue au Maroc."* *"C'est difficile, mais cela finit par fonctionner"*, ajoutent des enseignants. *"Notre force, c'est que notre enseignement est décentralisé et qu'il a développé des capacités d'adaptation"*, se félicite Rudy Demotte.

C'est donc en vue de partager une telle vision et d'asseoir la présence de la Fédération que Rudy Demotte s'investit au Maghreb.

## À savoir

**Historique.** On les oublie souvent, mais en dehors du Maroc, il reste cinq écoles belges à l'étranger. Historiquement, elles résultent de la colonisation et de la coopération. Quatre d'entre elles sont francophones, et une, à Kinshasa, est néerlandophone.

**Indépendantes.** Toutes sont situées en Afrique centrale. Il y en a une à Kinshasa, une à Lubumbashi, une à Kigali et une à Bujumbura qui tient le coup au cœur d'un Burundi déstabilisé. Excepté cette dernière qui en compte moins, elles rassemblent entre 650 et 900 élèves, dont un quart environ sont belges. Toutes offrent un enseignement officiel, conforme à celui donné en Fédération Wallonie-Bruxelles. Elles résultent cependant de structures indépendantes et fonctionnent avec des minervals et des financements liés à la coopération.

**Succès.** Comme l'explique Josiane Martin, présidente de l'Association des écoles à programme belge à l'étranger (l'AEBE), elles répondent chacune à des défis spécifiques en devant s'insérer dans des contextes parfois fragiles, enseigner à des classes très hétérogènes et avec un corps enseignant qui change souvent. Dans chaque pays, leur enseignement est cependant reconnu comme un atout certain.